



## Présentation de la révision des statuts du CFH

Il est apparu nécessaire de réviser les statuts du CFH d'abord pour faire évoluer sa gouvernance de manière à adapter l'association au nombre croissant de membres et au développement de relation avec d'autres associations. D'autres motivations ont également incité le Bureau à faire cette révision :

### 1. Les statuts votés en 2010 comportent quelques erreurs ou imprécisions à corriger.

- a) Art. 1 : du 16 août 190, ( du 16 août 1901,)
- b) Art. 7 : renvoi au règlement intérieur ; mais rien au RI.
- c) Art. 13 : Le vote par procuration n'est pas autorisé en Bureau, alors que les votes par courriel ont valeur de voix ... Rien n'est dit sur les modalités en AG (procuration ou non. A priori se reporter au RI). Le RI prévoit le vote par procuration à un endroit (Art. 14, en AG) et l'exclut à un autre (Art. 8, en Bureau) !
- d) Art. 17, 1<sup>er</sup> § : L'OJ de l'AG doit être communiqué au moins 15 jours à l'avance. Mais l'article 12 dit que les candidatures aux postes du Bureau doivent être transmis aux adhérents du comité au moins 21 jours avant l'AG. Cela laisse supposer qu'il pourrait y avoir deux envois séparés aux adhérents (candidatures et OJ de l'AG). A homogénéiser donc et à rendre plus clair.
- e) Art. 17, Modalités de vote. Seuls les Membres à jour de leur cotisation de l'année close ou de l'année en cours ont le droit de voter. Il suffit de dire « à jour de leur cotisation »,
- f) Art. 18. « Une modification des statuts ou une dissolution du Comité est adoptée à la majorité des 2/3 des Membres selon les modalités de vote définies dans le règlement intérieur. ». Ces modalités de vote ne sont pas précisées au RI.
- g) Art. 20 : Dissolution. « Suite à une décision de dissolution du Comité décidée en Assemblée Générale, un ou plusieurs liquidateurs sont nommés par celle-ci et l'actif, s'il y a lieu, est dévolu conformément à l'article 9 de la loi du 1er juillet 1901 et au décret du 16 août 1901. ». Ce serait peut-être mieux de l'explicitier.

### 2. Modification de l'ordre d'articles

Certains articles ont été déplacés de manière à suivre le plan des statuts types proposés par l'administration (art. 12, par ex.).

### 3. Le fonctionnement de l'association doit être mieux précisé dans ses statuts et son règlement intérieur.

Plusieurs éléments ont incité à proposer une organisation mieux structurée de l'organe dirigeant du CFH, afin de permettre un fonctionnement plus fluide qui ne risque pas de se « gripper » en cas d'indisponibilité momentanée, potentiellement durable, de l'un des élus responsables. Le premier élément est lié à notre impossibilité financière actuelle à disposer des services d'un professionnel pour assurer le secrétariat (par ex. le partage d'un poste de secrétaire avec la SGF et/ou une organisation associée). Le second élément est lié à une diversification des tâches et à une dispersion géographique des membres du Bureau, à laquelle s'ajoute une disponibilité limitée des membres du Bureau pour raisons professionnelles. Enfin des tâches nouvelles peuvent/doivent apparaître, par exemple l'insertion du CFH dans un réseau social, comme cela est de plus en plus recherché par les jeunes générations, ou les relations avec d'autres associations ayant un objet comparable à celui du CFH (SGF, AHSP, etc.).

Notre structure actuelle avec un Bureau, directement élu par l'AG, donne peu de souplesse, ne permet pas une réelle répartition des tâches avec un suivi régulier, et surtout ne conduit pas à une validation et/ou un contrôle par une structure intermédiaire entre l'association et le Bureau, le Conseil d'Administration (CA). Il est dit dans l'exemple de statuts proposés par le site officiel des associations (<https://www.service-public.fr/associations/vosdroits/services-en-ligne-et-formulaires>) : « La loi de 1901 n'impose pas l'existence d'un conseil d'administration ou d'un bureau. Ce n'est qu'un usage, pratique et très répandu. ».

Il est donc proposé d'introduire dans les statuts un CA, qui sera chargé, conformément aux règles proposées par le ministère en charge de la vie associative, de désigner le Bureau. Le Bureau sera chargé d'exécuter les tâches nécessaires au bon fonctionnement de l'association, sous le contrôle du CA. Le règlement intérieur doit tenir compte de cette évolution. Des membres du CA seront alors chargés de tâches spécifiques, dont les membres du Bureau seront chargés du suivi. Les membres du Bureau, dont le Président du CFH, seront désormais élus par le CA et non plus par l'Assemblée Générale.

Enfin, pour permettre un meilleur renouvellement des élus et pour éviter l'accumulation de tâches sur les mêmes, il est proposé de favoriser un renouvellement du CA par partie, par quart tous les ans, comme le fait la Société Géologique de France depuis longtemps. Cela permet même d'anticiper sur le remplacement des élus, par exemple en désignant un vice-président et/ou un secrétaire-adjoint qui pourraient devenir les titulaires à la mandature suivante.

#### **4. Mise en place des nouveaux statuts**

Les nouveaux statuts, s'ils sont adoptés par Assemblée Générale extraordinaire de 2017, entreront en fonction lors de la prochaine Assemblée Générale ordinaire en 2018, à la fin du mandat du Bureau actuel.

Le tableau qui suit permet de comparer les nouveaux statuts à ceux votés en 2010.

Le 28 mars 2017

Michel Bakalowicz

<b>Articles Statuts 2017</b>	<b>Articles Statuts 2010</b>	<b>Commentaires</b>
Art. 2. Objet	Art. 2. Missions	L'objet est donné par une phrase synthétique, ensuite déclinée en plusieurs points si nécessaire. Quelques modifications de détail ont été apportées.
Art. 3. Siège social	Art. 3. Siège social	Il est proposé que le siège social soit à la Maison de la Géologie, à Paris, comme le sont d'autres associations liées aux Sciences de la Terre (AHSP notamment).
Art. 4. Durée	Art. 4. Durée	Simplifié
Art. 5. Composition	Art. 5. Membres	Pour se tenir au plus près des statuts types. Distinction plus claire entre personnes physiques, morales et membres d'honneur.
Art. 6. Admission	Art. 6. Admission	Les conditions d'admission sont mieux précisées, dans les statuts et dans le règlement intérieur.
Art. 7. Membres. Cotisations	Art. 7. Adhérents	Pour rester au plus près des statuts types. La détermination du montant des cotisations des différentes catégories est proposée dans le règlement intérieur.
Art. 8. Radiations	Art. 8. Radiation	Pour rester au plus près des statuts types.
	Art. 9. Sections	Supprimé. Relève du règlement intérieur.
Art. 9. Affiliation ou adhésion	Art. 10. Affiliation ou adhésion	Ajout à la fin de « , sur proposition du Conseil d'Administration ».
Art. 10. Ressources du CFH	Art. 11. Ressources du Comité	Reprend sensiblement le texte original.
Art. 11. Assemblée Générale ordinaire	Art. 17. Assemblée Générale ordinaire	Dans les statuts actuels, aucun quorum n'est fixé. Les statuts modèles indiquent (Art. 11) qu'il est prudent de fixer un quorum, pour éviter qu'un tout petit nombre prenne des décisions préjudiciables. Ce quorum ne doit pas être trop élevé, ni trop faible. Un quart (25%) semble bien. Les modalités d'élection sont modifiées avec la création d'un Conseil d'Administration entre l'Assemblée Générale et le Bureau.
Art. 12. Assemblée Générale extraordinaire	Art. 18. Assemblée Générale extraordinaire	Reprend le texte des statuts types.
Art. 13. Conseil d'Administration		Cet article est nouveau. Il est proposé d'élire en AG un CA, qui élira le Bureau, dont le Président du CFH. Cet article introduit 1) le renouvellement par partie du CA (par quart pour un mandat de 4 ans) ; 2) un nombre de mandats successifs limité (à 2)
Art. 14. Bureau	Art. 12. Bureau	Le Bureau devient une équipe restreinte chargée de mettre en œuvre les actions décidées en AG sur proposition du CA.
	Art. 13. Pouvoirs du	Supprimé. Relève en partie du RI.

	Bureau	
	Art. 14. Réunions du Bureau	Supprimé. Relève en partie du RI.
Art. 15. Indemnités	Art. 15. Rémunération, indemnités, gratifications	Le texte reprend la proposition des statuts types. Il est simplifié par rapport à l'ancien art. 15.
	Art. 16. Chargés de mission	Supprimé. Relève du RI.
Art. 16. Règlement intérieur	Art. 19. Règlement intérieur	
Art. 17. Dissolution	Art. 20. Dissolution	